

L'AIDE FINANCIÈRE POUR ÉTUDES SUPÉRIEURES

Quelle aide revient à l'étudiant ?

Quels montants peut-il toucher et pendant combien de temps ?

Ce qui change avec la nouvelle loi
du 23 juillet 2016



Was sich durch das neue Gesetz
vom 23. Juli 2016 ändert

DIE STUDIENBEIHILFE

Welche Beihilfe steht dem Studenten zu?

Welche Beträge kann er über welchen Zeitraum beziehen?

2016



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

Préface

Chers étudiants,

Des études réussies peuvent changer votre avenir.

L'instruction vous apporte des compétences et vous permet d'accéder à la vie active, de devenir autonomes, de subvenir à vos besoins ainsi qu'à ceux de votre future famille et de vous mettre au service de la société en devenant un acteur actif.

Ainsi une éducation de qualité est déterminante pour fortifier vos perspectives économiques et sociales dans un avenir très proche.

C'est pour ces raisons que l'investissement dans l'éducation ne doit pas se résumer à une question d'argent, mais qu'il doit surtout être considéré comme un investissement dans les êtres humains et un investissement dans l'avenir.

C'est encore pour ces raisons que c'est avec grand intérêt que la Chambre des salariés (CSL), institution au service des personnes qui travaillent ou ont travaillé au Luxembourg en qualité de salariés, a suivi et commenté l'évolution du système de l'aide financière pour études supérieures de l'État luxembourgeois

au fil des dernières années et qu'elle a décidé d'éditer cette brochure à destination des étudiants auxquels cette aide est susceptible d'être accordée.

Dans la première partie de la brochure, la CSL dresse brièvement l'historique de l'évolution assez laborieuse du dispositif de l'aide financière pour études supérieures.

La seconde partie doit permettre aux étudiants de comprendre à quelle aide ils ont droit, à quels montants et pendant combien de temps.

La présente publication tient compte et met en évidence les nouveautés introduites par la loi du 23 juillet 2016 portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.¹

Je vous souhaite bonne lecture et beaucoup de réussite dans vos études.

Jean-Claude Reding

Président de la CSL

¹ Mémorial A n° 143 du 29 juillet 2016 page 2430



Vorwort

Liebe Studenten,

ein erfolgreich abgeschlossenes Studium kann Eure Zukunft verändern.

Die Ausbildung vermittelt Euch Fähigkeiten und ermöglicht Euch den Zugang zum Berufsleben. Dank einer Ausbildung könnt Ihr selbstständig werden, für Euren Unterhalt und für den Unterhalt Eurer zukünftigen Familie aufkommen und Euch als aktiver Wirtschaftsteilnehmer in den Dienst der Gesellschaft stellen.

Folglich ist eine hochwertige Bildung von entscheidender Bedeutung für die Stärkung Eurer wirtschaftlichen und sozialen Perspektiven in naher Zukunft.

Aus diesen Gründen darf sich die Investition in die Bildung nicht auf den Kostenaspekt beschränken, sondern ist vor allem als Investition in die Menschen und als Investition in die Zukunft zu betrachten.

Auch aus diesen Gründen verfolgte und kommentierte die Arbeitnehmerkammer (CSL), welche im Dienste der Personen die in Luxemburg als Arbeitnehmer tätig sind oder tätig waren steht, in den vergangenen Jahren mit großem Interesse die Entwicklung des Systems der staatlichen Studienbeihilfe und beschloss die

Herausgabe dieser Broschüre für Studenten, denen diese Beihilfe gewährt werden kann.

Im ersten Teil der Broschüre liefert die CSL einen historischen Überblick über die ziemlich mühsame Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe.

Der zweite Teil soll den Studenten ermöglichen, zu verstehen, auf welche Beihilfe, in welcher Höhe und über welchen Zeitraum sie Anspruch haben.

Die vorliegende Veröffentlichung berücksichtigt und unterstreicht die Neuerungen, die durch das Gesetz vom 23. Juli 2016 zur Änderung des Gesetzes vom 24. Juli 2014 über die staatlichen Studienbeihilfen¹ eingeführt wurden.

Ich wünsche Euch viel Spaß beim Lesen und viel Erfolg bei Eurem Studium.

*Jean-Claude Reding
Präsident der CSL*

1 Mémorial A Nr. 143 vom 29. Juli 2016 Seite 2430

L'évolution du système de l'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années	p. 2
L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi	p. 18
Qui est éligible pour l'aide financière de l'État pour études supérieures ?	p. 18
Quelle aide financière l'étudiant peut-il obtenir ?	p. 22
Pendant combien d'années l'étudiant peut-il toucher l'aide financière ?	p. 32
Quelles sont les démarches à effectuer par l'étudiant pour toucher l'aide financière pour études supérieures ?	p. 36
Quels sont les documents à joindre à une demande d'aide financière pour études supérieures ?	p. 38
Quelles sont les voies de recours contre une décision de refus de l'aide financière ?	p. 44

Sommaire

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas à une interprétation et application des textes légaux par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes. Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cette brochure. L'éditeur ou l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions ou erreurs dans le présent ouvrage ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans la présente publication.

Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren	p. 3
Die Studienbeihilfe: Gebrauchsanweisung	p. 19
Wer hat Anspruch auf die staatliche Studienbeihilfe?	p. 19
Welche Beihilfe kann ein Student erhalten?	p. 23
Über wie viele Jahre kann der Student die Beihilfe beziehen?	p. 33
Was muss der Student tun, um die Studienbeihilfe beziehen zu können?	p. 37
Welche Dokumente sind einem Antrag auf Studienbeihilfe beizufügen?	p. 39
Welche Rechtsmittel kann man gegen eine Entscheidung in Bezug auf die Verweigerung der Beihilfe eingehen?	p. 45

Inhalt

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte. Auf die Abfassung dieser Broschüre wurde die größtmögliche Sorgfalt verwandt. Herausgeber und Verfasser haften nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

L'évolution du système d'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années

La législation luxembourgeoise relative aux aides financières pour études supérieures a connu de nombreux changements au cours des dernières années.

De juin 2000 à juillet 2010 : l'aide financière dépend de la situation financière du ménage auquel appartient l'étudiant

C'est la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures² qui pose les règles de base applicables.

Comme sous le régime précédent, l'aide financière pour études supérieures est composée de deux volets : une bourse non remboursable et un prêt remboursable avec subside d'intérêts.

La pondération entre l'élément « bourse » et l'élément « prêt » est basée exclusivement sur le revenu du ménage dont l'étudiant fait partie.

L'étudiant peut en outre se faire attribuer une prime d'encouragement s'il termine avec succès ses études dans le cycle d'études choisi et conjointement à la durée officielle des études.

La loi du 22 juin 2000 est modifiée une première fois par une loi du 4 avril 2005³ pour généraliser le critère de résidence désormais aussi applicable aux étudiants de nationalité luxembourgeoise et non seulement comme jusque-là aux étudiants d'autres nationalités. Cette modification doit mettre fin à l'inégalité de traitement en vertu de la nationalité que la loi incluait jusque-là.

Ainsi, à partir de cette date, il résulte clairement de la loi que le critère de résidence au Luxembourg joue pour tous les étudiants, peu importe leur nationalité.

À partir de juillet 2010 : l'aide financière ne dépend plus de la situation financière du ménage auquel appartient l'étudiant

La loi de juin 2000 est ensuite modifiée profondément par la loi du 26 juillet 2010⁴.

Dans une optique de consolidation de la politique budgétaire, le législateur décide d'abroger par cette loi les allocations familiales pour tout étudiant de plus de 18 ans n'étant plus inscrit dans un cycle de l'enseignement secondaire ou secondaire technique.

Afin de compenser la perte que subissent de ce fait les ménages, l'État décide alors d'attribuer l'aide financière pour études supérieures aux étudiants en dehors de toute considération de la faculté contributive de leurs parents. L'étudiant est désormais considéré comme un jeune adulte qui doit pouvoir financer ses études de manière autonome.

Néanmoins la nouvelle mesure profite exclusivement aux étudiants résidents.



2 Mémorial A n° 49 du 28 juin 2000 page 1106

3 Mémorial A n° 50 du 20 avril 2005 page 786

4 Mémorial A n° 118 du 27 juillet 2010 page 2040

Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

In den vergangenen Jahren gab es zahlreiche Veränderungen an der luxemburgischen Gesetzgebung in Bezug auf die Studienbeihilfen.

Von Juni 2000 bis Juli 2010: Die Beihilfe richtet sich nach der finanziellen Situation des Haushalts, dem der Student angehört

Das Gesetz vom 22. Juni 2000 über die Studienbeihilfe² legt die anzuwendenden Grundregeln fest.

Wie auch unter dem früheren System setzt sich die Studienbeihilfe aus zwei Teilen zusammen: Ein nicht rückzahlbares Stipendium und ein rückzahlbares Darlehen mit Zinssubvention.

Die Gewichtung zwischen dem Bestandteil „Stipendium“ und dem Bestandteil „Darlehen“ basiert ausschließlich auf dem Einkommen des Haushalts, dem der Student angehört.

Darüber hinaus kann sich der Student eine Förderprämie zuerkennen lassen, sofern er sein Studium im gewählten Studiengang erfolgreich und unter Einhaltung der Regelstudienzeit abschließt.

Das Gesetz vom 22. Juni 2000 wurde zunächst durch ein Gesetz vom 4. April 2005³ geändert, um das Wohnsitzkriterium zu verallgemeinern, das nunmehr auch für Studenten mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit und nicht länger nur für Studenten anderer Staatsangehörigkeiten gilt. Diese Änderung beendet die im Gesetz bis dato ent-

haltene Ungleichbehandlung aufgrund der Staatsangehörigkeit.

Ab diesem Datum geht demnach aus dem Gesetz eindeutig hervor, dass das Kriterium des Wohnsitzes in Luxemburg für alle Studenten ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit gilt.

Ab Juli 2010: Die Beihilfe richtet sich nicht mehr nach der finanziellen Situation des Haushalts, dem der Student angehört

Das Gesetz vom Juni 2000 wird danach durch das Gesetz vom 26. Juli 2010⁴ grundlegend geändert.

Im Hinblick auf eine Konsolidierung der Finanzpolitik, beschließt der Gesetzgeber, durch dieses Gesetz das Kindergeld für jeden Studenten über 18 Jahren abzuschaffen, der nicht länger in einer Stufe des Sekundarunterrichts oder des technischen Sekundarunterrichts eingeschrieben ist.

Zum Ausgleich des dadurch für die Haushalte entstehenden Verlusts entscheidet der Staat folglich, Studenten die Studienbeihilfe unabhängig von jedweder Berücksichtigung der finanziellen Verhältnisse ihrer Eltern zu gewähren. Der Student wird nunmehr als junger Erwachsener betrachtet, der sein Studium selbstständig finanzieren können muss.

Gleichwohl kommt diese neue Maßnahme ausschließlich Studenten zugute, die in Luxemburg ansässig sind.

2 Mémorial A Nr. 49 vom 28. Juni 2000 Seite 1106

3 Mémorial A Nr. 50 vom 20. April 2005 Seite 786

4 Mémorial A Nr. 118 vom 27. Juli 2010 Seite 2040

L'évolution du système d'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années

Et parmi eux, surtout aux étudiants issus de familles assez aisées qui avant cette date ne pouvaient pas profiter du dispositif de l'aide financière de l'État pour études supérieures du fait que leurs parents disposaient de revenus trop élevés.

Les familles moins aisées, qui avant ces modifications touchaient les allocations familiales plus l'aide financière pour leurs enfants qui poursuivaient des études, sont le cas échéant même légèrement perdantes financièrement parlant, selon la composition de leur ménage.

Mais les plus perdants sont les étudiants non résidents, enfants de travailleurs frontaliers, qui jusque-là bénéficiaient des allocations familiales au Luxembourg, qui ne peuvent pas bénéficier du nouveau dispositif d'aide financière alors mis en place, les aides financières pour étudiants étant, rappelons-le, strictement réservées aux étudiants résidents.

Une loi contraire au droit européen

Dans son avis du 5 juillet 2010 relatif au projet de loi n° 6148, ayant mené à la loi du 26 juillet 2010, la CSL s'était opposée à un système de bourses d'études réservé aux étudiants résidents, alors que la discrimination des travailleurs frontaliers et de leurs familles semblait flagrante.

Ainsi la CSL avait rappelé la Jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne disposant que les travailleurs ressortissants d'un État membre doivent bénéficier, sur le territoire d'un autre État membre, des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travail-



Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

Und unter diesen in erster Linie denjenigen Studenten, die aus recht wohlhabenden Familien stammen, die vor diesem Datum keinen Anspruch auf das Instrument der staatlichen Studienbeihilfe hatten, da ihre Eltern über zu hohe Einkommen verfügten.

Die weniger wohlhabenden Familien, die vor diesen Änderungen Kindergeld und zusätzlich eine Beihilfe für ihre studierenden Kinder bezogen haben, sind je nach Zusammensetzung ihres Haushalts aus finanzieller Sicht unter Umständen sogar als leichte Verlierer zu betrachten.

Bei den größten Verlierern handelt es sich jedoch um die nicht in Luxemburg ansässigen Studenten, die Kinder von Grenzgängern sind und die bislang in Luxemburg Kindergeld bezogen haben und keinen Anspruch auf das neu eingerichtete Beihilfesystem haben, da die Beihilfen für Studenten - wie oben bereits erwähnt - ausschließlich Studenten mit Wohnsitz in Luxemburg vorbehalten sind.

Ein mit europäischem Recht unvereinbares Gesetz

In ihrer Stellungnahme vom 5. Juli 2010 zum Gesetzesentwurf Nr. 6148, der zum Gesetz vom 26. Juli 2010 führte, widersetzte sich die CSL einem Stipendiensystem, das in Luxemburg ansässigen Studenten vorbehalten ist, da die dadurch erfolgende Diskriminierung der Grenzgänger und ihrer Familien ganz offensichtlich war.

Folglich rief die CSL die Rechtsprechung des Gerichtshofs der Europäischen Union in Erinnerung, wonach Arbeitnehmern, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates sind, auf dem Gebiet eines anderen Mitgliedstaates dieselben sozialen und steuerlichen Vergünstigungen zustehen wie einheimischen Arbeitnehmern in derselben Situation.

Der Gesetzesentwurf Nr. 6148 sah für alle Arbeitnehmer mit und ohne Wohnsitz in Luxemburg die Abschaffung des Kindergelds für ihre über 18-jährigen Kinder vor, die ein Studium absolvieren. Zum Ausgleich dieses Verlusts sah der Entwurf jedoch eine Entschädigung durch ein Studienbeihilfesystem vor, das jedoch ausschließlich den Kindern der in Luxemburg ansässigen Arbeitnehmer vorbehalten war. Für die Kinder von Grenzgängern war keine Entschädigung für den Verlust dieser sozialen Vergünstigungen vorgesehen. Diese Arbeitnehmer befanden sich in derselben Situation wie die in Luxemburg ansässigen Arbeitnehmer und wurden folglich schlechter behandelt.

Die CSL konnte einem solchen System nicht zustimmen und forderte die Regierung dazu auf, faire Gesetze zu erlassen.

leurs nationaux qui se trouvent dans la même situation.

Or le projet de loi n° 6148 prévoyait l'abolition pour tous les travailleurs, résidents ou non résidents, des allocations familiales pour leurs enfants de plus de 18 ans poursuivant des études supérieures. Pour compenser cette perte, il prévoyait néanmoins une compensation par un système d'aides financières pour études supérieures au seul bénéfice des enfants des travailleurs résidents. Aucune compensation pour la perte de ces aides sociales n'était prévue au bénéfice des enfants des travailleurs frontaliers. Ces travailleurs, placés dans la même situation que les travailleurs résidents, étaient partant traités de manière moins favorable.

La CSL ne pouvait marquer son accord à un tel système et demandait au Gouvernement de légiférer de manière équitable.

Nonobstant les remarques et oppositions de la CSL, le texte de loi a été voté, obligeant les étudiants, enfants de travailleurs frontaliers, d'agir en justice pour que les droits que la législation européenne leur octroie, soient respectés.

De nombreux recours devant la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) sont alors lancés contre le Luxembourg.

Dans un arrêt du 20 juin 2013⁵, la CJUE estime que la législation luxembour-

geoise concernant l'aide financière pour études supérieures n'est pas conforme aux règles de droit européennes.

La Cour répond dans cet arrêt à la question de la compatibilité de la condition de résidence avec les dispositions européennes qui imposent à chaque État membre de traiter les personnes qui travaillent sur son territoire sans discrimination, peu importe leur État de résidence, et notamment de leur accorder les mêmes avantages sociaux et fiscaux.

Selon la CJUE, la condition de résidence requise par la loi luxembourgeoise constitue une discrimination indirecte fondée sur la nationalité dans la mesure où elle risque de jouer principalement au détriment des ressortissants des autres États membres, les non-résidents étant le plus souvent non-nationaux.

Or une telle discrimination indirecte est en principe interdite, sauf à être objectivement justifiable.

Pour pouvoir être justifiable, elle doit pouvoir garantir la réalisation d'un objectif légitime et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Afin de justifier la différence de traitement par un objectif légitime, l'État luxembourgeois a avancé deux arguments, l'un d'ordre social, l'autre d'ordre budgétaire :

5 Arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne du 20 juin 2013 dans l'affaire C-20/12

Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

Der Gesetzestext wurde ungeachtet der Bemerkungen und Widerstände der CSL verabschiedet und zwang die Studenten, die Kinder von Grenzgängern waren, vor Gericht um die Einhaltung der ihnen seitens der europäischen Gesetzgebung gewährten Rechte zu kämpfen.

Daraufhin wurden vor dem Gerichtshof der Europäischen Union (EuGH) zahlreiche Klagen gegen Luxemburg eingereicht.

In einem Urteil vom 20. Juni 2013⁵ ist der EuGH der Ansicht, dass die luxemburgische Gesetzgebung über die Studienbeihilfen nicht mit den europäischen Rechtsvorschriften übereinstimmt.

Der Gerichtshof antwortet in diesem Urteil auf die Frage nach der Vereinbarkeit der Wohnsitzbedingung mit den europäischen Bestimmungen, die jedem Mitgliedstaat auferlegen, die auf seinem Hoheitsgebiet arbeitenden Personen ungeachtet ihres Wohnsitzstaates nicht zu diskriminieren und ihnen insbesondere auch dieselben sozialen und steuerlichen Vergünstigungen zu gewähren.

Nach Ansicht des EuGH stellt die seitens des luxemburgischen Rechts geforderte Wohnsitzbedingung insoweit eine indirekte Diskriminierung aufgrund der

Staatsangehörigkeit dar, als dass sich diese hauptsächlich zum Nachteil von Staatsangehörigen anderer Mitgliedstaaten auswirkt, da es sich bei Personen ohne Wohnsitz im Inland in der Mehrzahl der Fälle um Ausländer handelt.

Eine solche indirekte Diskriminierung ist grundsätzlich verboten, es sei denn, sie ist objektiv gerechtfertigt.

Um gerechtfertigt sein zu können, muss sie die Erreichung eines rechtmäßigen Ziels gewährleisten und nicht über das hinausgehen, was zu dessen Erreichung erforderlich ist.

Zur Rechtfertigung einer Ungleichbehandlung durch ein rechtmäßiges Ziel brachte der luxemburgische Staat die beiden nachstehenden Argumente vor, von denen sich das eine auf soziale und das andere auf haushaltsrechtliche Aspekte stützt:

- *Das als „sozial“ bezeichnete Ziel hat zum Zweck, den Anteil der in Luxemburg ansässigen Personen mit einem Universitätsdiplom deutlich zu erhöhen. Der luxemburgischen Regierung zufolge beläuft sich deren Anteil auf 28% und liegt somit deutlich unter dem Prozentsatz der Diplomhaber, die in mit Luxemburg vergleichbaren*



⁵ Urteil des Gerichtshofs der Europäischen Union vom 20. Juni 2013 in der Rechtssache C-20/12

L'évolution du système d'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années

- L'objectif qualifié de « social » a pour finalité d'augmenter, de manière significative, la part des résidents titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au Luxembourg. Selon le Gouvernement luxembourgeois, leur taux est de 28% et est nettement inférieur au pourcentage des détenteurs de tels diplômes résidant dans des États comparables au Luxembourg. Le Luxembourg estime qu'il est nécessaire d'atteindre un taux de 66% de diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population résidente, afin de faire face à l'exigence, de plus en plus pressante, d'assurer la transition de l'économie luxembourgeoise vers une économie de la connaissance. Le Gouvernement luxembourgeois fait valoir que le bénéfice de l'aide financière de l'État pour études supérieures est réservé aux seules personnes résidant au Luxembourg, car elles seules présentent, selon lui, un lien avec la société luxembourgeoise de nature à laisser présumer que, après avoir bénéficié de la possibilité offerte par le système d'aide concerné de financer leurs études, suivies le cas échéant à l'étranger, ces personnes rentreront au Luxembourg afin d'y mettre les connaissances qu'elles auront ainsi acquises au service d'un développement de l'économie nationale.

- L'objectif qualifié de « budgétaire » : en raison de contraintes budgétaires, le Luxembourg ne peut pas accorder le bénéfice d'une bourse d'étude aux étudiants non résidents, sans compromettre le financement du système d'aide tout entier. L'objectif d'ordre budgétaire consiste à éviter la charge déraisonnable pour le budget de l'État qu'entraînerait l'extension du bénéfice de l'aide financière à ces étudiants non résidents, enfants de travailleurs frontaliers.

La Cour réfute l'objectif « budgétaire » : l'application et la portée du principe de non-discrimination en raison de la nationalité dans le cadre de la libre circulation des travailleurs ne doivent pas dépendre de l'état des finances publiques des États membres !

Par contre, vouloir augmenter, de manière significative, la proportion des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur résidant dans un pays peut constituer un objectif légitime pour un pays, objectif susceptible de justifier une discrimination indirecte.

La Cour admet qu'il y a en effet une probabilité qu'un jeune étudiant résident s'installe et travaille dans son pays de résidence à l'issue de ses études.



Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

Staaten ansässig sind. Luxemburg ist der Ansicht, dass der Prozentsatz an Hochschulabsolventen in der ansässigen Bevölkerung bei 66% liegen muss, um der immer dringenderen Erfordernis zur Gewährleistung des Übergangs der luxemburgischen Wirtschaft zu einer wissensbasierten Wirtschaft gerecht zu werden. Die luxemburgische Regierung macht geltend, dass der Vorteil der staatlichen Studienbeihilfe ausschließlich in Luxemburg ansässigen Personen vorbehalten ist, da ihrer Ansicht nach nur diese Personen derart mit der luxemburgischen Gesellschaft verknüpft sind, dass anzunehmen ist, dass diese Personen nach der Inanspruchnahme des entsprechenden Beihilfesystems zur Finanzierung ihres gegebenenfalls auch im Ausland absolvierten Studiums nach Luxemburg zurückkehren, um die auf

diese Weise erworbenen Fähigkeiten dort in den Dienst des Ausbaus der nationalen Wirtschaft zu stellen.

- Das als „haushaltsrechtlich“ bezeichnete Ziel: Aufgrund von Budgetbeschränkungen kann Luxemburg den nicht in Luxemburg ansässigen Studenten kein Stipendium gewähren, ohne dadurch die Finanzierung des Beihilfesystems insgesamt zu gefährden. Das haushaltsrechtliche Ziel besteht in der Vermeidung der unzumutbaren Belastung des Staatshaushalts, die durch die Ausdehnung der Beihilfe auf die nicht in Luxemburg ansässigen Studenten, die Kinder von Grenzgängern, hervorgerufen würde.

Der Gerichtshof widerlegt das „haushaltsrechtliche“ Ziel: Die Anwendung und die Tragweite des Grundsatzes der Nichtdiskriminierung aufgrund der Staatsangehörigkeit im Rahmen der Freizügigkeit der Arbeitnehmer dürfen nicht von der Lage der öffentlichen Finanzen der Mitgliedstaaten abhängen!



L'évolution du système d'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années

Mais se pose encore la question de savoir si cette condition de résidence ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'augmenter le taux de titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au Luxembourg.

La Cour estime qu'en fin de compte cette probabilité d'une installation et d'un travail au Luxembourg n'est pas seulement propre aux étudiants résidents. Selon la Cour, il est aussi possible qu'un étudiant non résident puisse également avoir un rattachement suffisant au Luxembourg permettant de conclure à l'existence d'une probabilité raisonnable de le voir venir s'y installer et travailler et cela dans le cas où cet étudiant réside dans un État membre frontalier du Luxembourg.

L'octroi de la bourse pourrait ainsi être subordonné à la condition que le parent de l'étudiant demandeur ait travaillé au Luxembourg pendant au moins un certain nombre d'années.

La Cour européenne arrive par conséquent à la conclusion que la réglementation luxembourgeoise contestée va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi par le législateur et que de ce fait la discrimination indirecte que subissent les étudiants, enfants de travailleurs frontaliers, ne peut être légitimée.

L'État luxembourgeois est par conséquent contraint de modifier sa législation en matière de bourses d'études de façon à garantir un traitement équitable des travailleurs résidents et non résidents, ainsi que de leurs enfants.



Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

Der Wille zur deutlichen Erhöhung des Anteils der in einem Land ansässigen Inhaber von Hochschuldiplomen kann hingegen ein rechtmäßiges Ziel für ein Land darstellen, das eine indirekte Diskriminierung rechtfertigen könnte.

Der Gerichtshof erkennt an, dass es in der Tat wahrscheinlich ist, dass sich ein in Luxemburg ansässiger junger Student am Ende seines Studiums in seinem Wohnsitzland niederlässt und dort arbeitet.

Doch es stellt sich noch die Frage, ob diese Wohnsitzbedingung nicht über das hinausgeht, was zur Erreichung des Ziels der Erhöhung des Prozentsatzes der Inhaber von Universitätsdiplomen in Luxemburg erforderlich ist.

Der Gerichtshof ist der Ansicht, dass diese Wahrscheinlichkeit einer Niederlassung und einer Beschäftigung in Luxemburg letzten Endes nicht nur für in Luxemburg ansässige Studenten gilt. Dem Gerichtshof zufolge ist es auch möglich, dass ein nicht in Luxemburg ansässiger Student ebenfalls eine hinreichende Verbindung zu Luxemburg haben kann, die auf das Vorhandensein

einer angemessenen Wahrscheinlichkeit schließen lässt, dass er sich dort niederlässt und dort arbeitet, sofern dieser Student in einem an Luxemburg angrenzenden Mitgliedstaat ansässig ist.

Die Gewährung des Stipendiums könnte folglich der Bedingung unterstehen, dass ein Elternteil des das Stipendium beantragenden Studenten mindestens einige Jahre in Luxemburg gearbeitet hat.

Der Europäische Gerichtshof gelangt folglich zu der Schlussfolgerung, dass die angefochtene luxemburgische Regelung über das hinausgeht, was zur Erreichung des seitens des Gesetzgebers verfolgten Ziels erforderlich ist, und die seitens der Studenten, bei denen es sich um Kinder von Grenzgängern handelt, erlittene indirekte Diskriminierung aus diesem Grund nicht gerechtfertigt sein kann.

Der luxemburgische Staat ist folglich dazu gezwungen, seine Gesetzgebung im Bereich der Stipendien derart zu ändern, dass er eine gleichberechtigte Behandlung von in Luxemburg ansässigen und nicht ansässigen Arbeitnehmern und deren Kindern gewährleistet.



À partir de juillet 2013 : l'aide financière pour études supérieures est étendue sous certaines conditions aux étudiants non résidents

Ce sera chose faite avec la loi du 25 juillet 2013⁶. Désormais l'accès aux aides financières de l'État luxembourgeois pour études supérieures est accordé sous certaines conditions aux enfants de travailleurs frontaliers.

Ainsi un étudiant ne résidant pas au Luxembourg peut désormais également bénéficier de l'aide financière pour études supérieures, à condition notamment qu'il soit enfant d'un travailleur salarié ou non salarié ressortissant luxembourgeois ou ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Accord sur l'espace économique européen ou de la Confédération suisse employé ou exerçant son activité au Luxembourg, et que ce travailleur ait été employé ou ait exercé son activité au Luxembourg pendant une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment de la demande de l'aide financière pour études supérieures par l'étudiant.

À partir de juillet 2014 : l'aide financière pour études supérieures est à nouveau basée sur la situation financière du ménage auquel appartient l'étudiant

Finalement, la loi du 24 juillet 2014⁷ réforme à nouveau largement le système de l'aide financière pour études supérieures.

Alors que le dispositif introduit en 2010 s'avère être trop coûteux du fait que le Luxembourg a dû étendre le bénéfice de l'aide financière pour études supérieures aux étudiants non résidents, le Gouvernement décide alors de réintroduire le critère de revenu (et d'autres critères) et de tenir dorénavant à nouveau compte, du moins dans une certaine mesure, de la faculté contributive des parents.

Les composantes de l'aide financière pour études supérieures restent le prêt et la bourse, mais cette dernière est désormais déclinée en quatre catégories : bourse de base, bourse de mobilité, bourse sur critères sociaux et bourse familiale. Le prêt et la bourse de base peuvent être majorés par la prise en compte des frais d'inscription.

Tout étudiant qui peut prétendre à l'aide financière pour études supérieures au Luxembourg a d'office droit à la bourse de base.

La bourse de mobilité par contre n'est due que si l'étudiant poursuit des études à l'étranger et s'il doit assumer de ce fait un loyer à l'étranger.

Quant à la bourse sur critères sociaux et à la bourse familiale, celles-ci dépendent de la situation du ménage auquel appartient l'étudiant.

En comparant le dispositif mis en place par cette loi avec le système d'avant 2010, voire avec celui mis en place entre 2010 et 2014, on constate une dégra-

6 Mémorial A n° 132 du 25 juillet 2013 page 2724

7 Mémorial A n° 139 du 31 juillet 2014 page 2188

Ab Juli 2013: Die Studienbeihilfe wird unter bestimmten Bedingungen auf nicht in Luxemburg ansässige Studenten ausgedehnt

Dies erfolgt mit dem Gesetz vom 25. Juli 2013⁶. Von nun an wird der Zugang zu den Studienbeihilfen des luxemburgischen Staates unter bestimmten Bedingungen auch den Kindern von Grenzgängern gewährt.

Somit kann ein nicht in Luxemburg ansässiger Student fortan ebenfalls von der Studienbeihilfe profitieren, unter der Voraussetzung, dass er das Kind eines im Angestelltenverhältnis oder selbstständig tätigen luxemburgischen Staatsangehörigen oder Staatsangehörigen der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder eines Staatsangehörigen der Schweiz ist, der in Luxemburg angestellt ist oder seine Geschäftstätigkeit ausübt und zum Zeitpunkt der Beantragung der Studienbeihilfe seitens des Studenten über einen ununterbrochenen Zeitraum von mindestens fünf Jahren in Luxemburg angestellt war oder seine Geschäftstätigkeit ausgeübt hat.

Ab Juli 2014: Die Studienbeihilfe richtet sich erneut nach der finanziellen Situation des Haushalts, dem der Student angehört

Durch das Gesetz vom 24. Juli 2014⁷ wird das System der Studienbeihilfe schließlich erneut weitreichend reformiert.

Da sich das im Jahre 2010 eingeführte System aufgrund der Tatsache, dass Luxemburg die Studienbeihilfe auf nicht in Luxemburg ansässige Studenten ausdehnen musste, als zu kostspielig erweist, beschließt die Regierung folglich, das Einkommenskriterium (und andere Kriterien) wieder einzuführen und von nun an erneut zumindest in gewissem Maße die finanziellen Verhältnisse der Eltern zu berücksichtigen.

Die Bestandteile der Studienbeihilfe sind nach wie vor das Darlehen und das Stipendium, wobei Letzteres von nun an in vier Kategorien untergliedert ist: Basisstipendium, Mobilitätsstipendium, Sozialstipendium und Familienstipendium. Das Darlehen und das Basisstipendium können unter Berücksichtigung der Immatrikulationsgebühren erhöht werden.

Jeder Student, der Anspruch auf die Studienbeihilfe in Luxemburg hat, hat automatisch auch Anspruch auf das Basisstipendium.

Das Mobilitätsstipendium ist hingegen nur zu entrichten, wenn der Student im Ausland studiert und aufgrund dessen für eine Miete im Ausland aufkommen muss.

Was das Sozialstipendium und das Familienstipendium betrifft, so hängen diese von der Situation des Haushalts ab, dem der Student angehört.

Beim Vergleich des durch dieses Gesetz eingeführten Systems mit dem System vor 2010 oder gar mit dem zwischen

⁶ Mémorial A Nr. 132 vom 25 Juli 2013 Seite 2724

⁷ Mémorial A Nr. 139 vom 31 Juli 2014 Seite 2188

L'évolution du système d'aide financière pour études supérieures au cours des dernières années

dation financière même déjà pour les ménages vivant avec le salaire social minimum. Dès que le revenu du ménage correspond à deux fois le salaire moyen (c'est-à-dire les deux parents gagnent respectivement un salaire moyen), la bourse sociale devient inexistante.

Ainsi en 2014, la CSL déplore que le Gouvernement entende une fois de plus réaliser des économies essentiellement au préjudice des classes moyennes, ce qui n'est pas acceptable.

La CSL demande que tous les étudiants se voient accorder une bourse de base qui tienne compte du montant des allocations familiales dues avant 2010 aux étudiants, du boni pour enfant, ainsi que de l'allocation de rentrée scolaire.

À partir d'août 2016 : améliorations notamment au niveau du montant de certains éléments de l'aide financière pour études supérieures

Une récente loi du 23 juillet 2016⁸ vient apporter quelques améliorations ponctuelles en matière d'aide financière pour études supérieures.

Il s'agit avant tout de l'augmentation du montant de la bourse de mobilité et de la bourse sociale dès la rentrée académique 2016/2017, de l'indexation des différentes bourses d'études prévue à partir du 1^{er} août 2017, de la majoration de la durée supplémentaire d'attribution de l'aide financière pour les étudiants en situation de handicap reconnu, de l'extension de l'aide financière aux étudiants non résidents dont le conjoint ou le partenaire de leur père ou mère travaille ou a travaillé un certain temps au Luxembourg.

8 Loi du 23 juillet 2016 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
Mémorial A n° 143 du 29 juillet 2016 page 2430



Die Entwicklung des Systems der Studienbeihilfe in den vergangenen Jahren

2010 und 2014 eingeführten System, stellt man selbst bereits für Haushalte, die vom sozialen Mindestlohn leben, eine finanzielle Verschlechterung fest. Sobald das Einkommen des Haushalts dem Doppelten des Durchschnittslohns entspricht (d.h. wenn beide Elternteile jeweils einen Durchschnittslohn verdienen), fällt das Sozialstipendium weg.

So beklagt sich die CSL im Jahr 2014 darüber, dass die Regierung ein weiteres Mal vor allem auf Kosten des Mittelstands zu sparen beabsichtigt, was inakzeptabel ist.

Die CSL fordert, dass allen Studenten ein Basisstipendium gewährt wird, das die Höhe des den Studenten vor 2010 entrichteten Kindergelds, des Kinderbonus sowie der Schulanfangszulage berücksichtigt.

Ab August 2016: Verbesserungen insbesondere in Bezug auf den Betrag bestimmter Bestandteile der Studienbeihilfe

Ein kürzlich verabschiedetes Gesetz vom 23. Juli 2016⁸ bringt einige Verbesserungen im Bereich der Studienbeihilfe mit sich.

Bei diesen Verbesserungen handelt es sich insbesondere um die ab Beginn des Studienjahres 2016/2017 erfolgende Erhöhung des Betrags des Mobilitätsstipendiums und des Sozialstipendiums, die ab 1. August 2017 vorgesehene Indexierung der verschiedenen Stipendien, die Verlängerung des zusätzlichen Zeitraums der Beihilfegewährung für Studenten mit einer anerkannten Behinderung, die Ausdehnung der Beihilfe auf nicht in Luxemburg ansässige Studenten, deren Vater oder Mutter einen Ehegatten oder Partner hat, der in Luxemburg arbeitet oder über einen bestimmten Zeitraum dort gearbeitet hat.

8 Gesetz vom 23. Juli 2016 über die staatliche Studienbeihilfe, Mémorial A Nr. 143 vom 29. Juli 2016 Seite 2430

L'essentiel des nouveautés introduites par la loi du 23 juillet 2016

Augmentation du montant de la bourse de mobilité et de la bourse sociale dès la rentrée académique 2016/2017

Dès la rentrée académique 2016/2017, le montant de la bourse de mobilité est augmenté de 2.000 à 2.450 € par année académique, soit de 1.000 à 1.225 € par semestre.

De même, le montant maximal de la bourse sur critères sociaux est augmenté de 3.000 à 3.800 € par année académique, soit de 1.500 à 1.900 € par semestre.

Indexation des différentes bourses d'études prévue à partir du 1^{er} août 2017

À partir de la rentrée académique 2017/2018, les montants de la bourse de base, de la bourse de mobilité, de la bourse sur critères sociaux et de la bourse familiale, varieront proportionnellement à l'évolution de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires.

Majoration de la durée supplémentaire d'attribution de l'aide financière pour les étudiants en situation de handicap reconnu

Un étudiant en situation de handicap reconnu pourra bénéficier de bourses et de prêts pendant un maximum de deux semestres supplémentaires par cycle par rapport aux dispositions en vigueur pour des études de premier cycle, de deuxième cycle et dans le cycle « formation à la recherche », et pendant un maximum de quatre semestres supplémentaires par rapport aux dispositions en vigueur en matière de cycle unique.

La nouvelle loi définit le handicap comme étant une altération substantielle, durable ou définitive, d'une ou de plusieurs fonctions physiques, mentales, sensorielles, cognitives ou psychiques entravant une progression normale dans les études. La reconnaissance du handicap est subordonnée à une décision ministérielle prise sur avis de la commission consultative qui a été instaurée par la loi du 24 juillet 2014 sur l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Extension de l'aide financière aux étudiants non résidents dont le conjoint ou le partenaire de leur père ou mère travaille ou a travaillé un certain temps au Luxembourg

À ce jour un étudiant non résident peut accéder au Luxembourg à l'aide financière pour études supérieures si au moins un de ses deux parents travaille ou a travaillé au Luxembourg pendant au moins 5 ans au cours des 7 ans précédant sa demande.

Désormais ce droit sera aussi accordé à l'étudiant non résident dont aucun parent ne travaille ou n'a travaillé au Luxembourg, mais qui a un père ou une mère dont le nouveau conjoint ou le nouveau partenaire officiel travaille ou a travaillé au Luxembourg pendant au moins 5 ans au cours des 7 ans précédant sa demande.



Die wesentlichen Inhalte der durch das Gesetz vom 23. Juli 2016 eingeführten Neuerungen

Erhöhung des Betrags des Mobilitätsstipendiums und des Sozialstipendiums ab Beginn des Studienjahres 2016/2017

Ab Beginn des Studienjahres 2016/2017 wird der Betrag des Mobilitätsstipendiums pro Studienjahr von 2.000 € auf 2.450 € erhöht, d.h. von 1.000 € auf 1.225 € pro Semester.

Ebenso wird der Höchstbetrag des Sozialstipendiums pro Studienjahr von 3.000 € auf 3.800 € erhöht, d.h. von 1.500 € auf 1.900 € pro Semester.

Ab 1. August 2017 vorgesehene Indexierung der verschiedenen Stipendien

Ab Beginn des Studienjahrs 2017/2018 werden sich die Beträge des Basisstipendiums, des Mobilitätsstipendiums, des Sozialstipendiums und des Familienstipendiums proportional zur Entwicklung der Anwendungsquote der gleitenden Lohnskala ändern.

Verlängerung des zusätzlichen Zeitraums der Beihilfegewährung für Studenten mit einer anerkannten Behinderung

Ein Student mit einer anerkannten Behinderung hat im Vergleich zu den geltenden Bestimmungen für das Grund-/Bachelorstudium, das Haupt-/Masterstudium und die Promotion pro Studienzyklus für maximal zwei zusätzliche Semester Anspruch auf Stipendien und Darlehen, und im Vergleich zu den geltenden Bestimmungen für den einstufigen Studiengang für maximal vier zusätzliche Semester.

Das neue Gesetz definiert die Behinderung als wesentliche, andauernde oder endgültige Veränderung einer oder mehrerer physischer, mentaler, sensorischer, kognitiver oder psychischer Funktionen, die ein normales Voranschreiten im Studium erschwert. Die Anerkennung der Behinderung unterliegt einem ministeriellen Beschluss nach Stellungnahme des durch das Gesetz vom 24. Juli 2014 über die staatliche Studienbeihilfe eingerichteten beratenden Ausschusses.

Ausdehnung der Beihilfe auf nicht in Luxemburg ansässige Studenten, deren Vater oder Mutter einen Ehegatten oder Partnern hat, der in Luxemburg arbeitet oder über einen bestimmten Zeitraum dort gearbeitet hat

Bis dato kann ein nicht in Luxemburg ansässiger Student auf die Studienbeihilfe zugreifen, wenn mindestens einer seiner Elternteile in den seiner Antragstellung vorausgegangen 7 Jahren über einen Zeitraum von mindestens 5 Jahren in Luxemburg arbeitet oder gearbeitet hat.

Von nun an wird dieses Recht auch nicht in Luxemburg ansässigen Studenten gewährt, von denen kein Elternteil in Luxemburg arbeitet oder gearbeitet hat, deren Vater oder Mutter jedoch einen neuen Ehegatten oder neuen offiziellen Partner hat, der in den ihrer Antragstellung vorausgegangen 7 Jahren über einen Zeitraum von mindestens 5 Jahren in Luxemburg arbeitet oder gearbeitet hat.



Qui est éligible pour l'aide financière de l'État pour études supérieures ?

Il faut être étudiant.

Pour être éligible pour l'aide financière de l'État pour études supérieures il faut :

- être inscrit à temps plein dans un cycle d'études supérieures menant à un diplôme, titre, certificat ou grade de l'enseignement supérieur reconnu comme tel dans le pays où se déroulent les études, ou
- être inscrit à temps partiel dans un cycle d'études supérieures menant à un diplôme, titre, certificat ou grade de l'enseignement supérieur reconnu comme tel dans le pays où se déroulent les études et suivre au moins 15 crédits ECTS par semestre ou suivre une formation dont la durée correspond au moins à la moitié de la durée minimale de la formation, ou
- suivre une formation professionnelle à l'étranger sur base d'une autorisation ministérielle.

En outre il faut remplir une des conditions ci-après :

Étudiant qui réside au Luxembourg :

- être ressortissant luxembourgeois ou membre de famille d'un ressortissant luxembourgeois et être domicilié au Luxembourg, ou
- être ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un des autres États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse et séjourner au Luxembourg en qualité de travailleur salarié ou non salarié ou de personne qui garde ce statut ou de membre de famille de l'une des catégories de personnes qui précèdent ou avoir acquis le droit de séjour permanent au Luxembourg, ou
- avoir le statut de réfugié politique et être domicilié au Luxembourg, ou
- être ressortissant d'un État tiers ou être apatride et être domicilié au Luxembourg et y avoir résidé pendant au moins 5 ans ou avoir obtenu le statut de résident de longue durée avant la présentation de la 1^{ère} demande et être soit détenteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou reconnu équivalent, soit être autorisé par le ministre à suivre une formation professionnelle à l'étranger.

Wer hat Anspruch auf die staatliche Studienbeihilfe?

Man muss Student sein.

Um Anspruch auf die staatliche Studienbeihilfe zu haben, muss man die nachstehenden Voraussetzungen erfüllen:

- in Vollzeit für einen Hochschulstudengang eingeschrieben sein, der zu einem im entsprechenden Studienland anerkannten Diplom, Titel, Zeugnis oder akademischen Grad führt, oder
- in Teilzeit für einen Hochschulstudengang eingeschrieben sein, der zu einem im entsprechenden Studienland anerkannten Diplom, Titel, Zeugnis oder akademischen Grad führt, und pro Semester Kurse im Wert von mindestens 15 ECTS-Punkten belegen, oder eine Ausbildung absolvieren, deren Dauer mindestens der Hälfte der Mindeststudienzeit entspricht, oder
- auf Grundlage einer ministeriellen Genehmigung eine Berufsausbildung im Ausland absolvieren.

Darüber hinaus muss man eine der nachstehenden Voraussetzungen erfüllen:

In Luxemburg ansässiger Student:

- luxemburgischer Staatsangehöriger oder Familienmitglied eines luxemburgischen Staatsangehörigen sein und in Luxemburg wohnen, oder
- Staatsangehöriger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder Staatsangehöriger der Schweiz sein und sich als Angestellter oder Selbstständiger oder als Person mit diesem Status oder als Familienmitglied einer der vorstehend genannten Personengruppen in Luxemburg aufhalten oder das Recht auf Daueraufenthalt in Luxemburg erhalten haben, oder
- die Rechtsstellung eines politischen Flüchtlings haben und in Luxemburg wohnhaft sein, oder
- Staatsangehöriger eines Drittstaates oder staatenlos sein und in Luxemburg wohnhaft sein und dort über einen Zeitraum von mindestens 5 Jahren gewohnt haben oder vor der Einreichung des Erstantrages die Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten erhalten haben und entweder im Besitz eines Diploms oder eines Abschlusszeugnisses der luxemburgischen Sekundarstufe oder einer als gleichwertig anerkannten Ausbildung sein, oder die ministerielle Genehmigung zur Absolvierung einer Berufsausbildung im Ausland haben.

Étudiant qui ne réside pas au Luxembourg :

- être un travailleur ressortissant luxembourgeois ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un des autres États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse et travailler au Luxembourg au moment de la demande de l'aide financière pour études supérieures, ou
- être enfant d'un travailleur⁹ ressortissant luxembourgeois ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un des autres États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse, qui travaille ou a travaillé¹⁰ au Luxembourg depuis au moins 5 ans :
 - > au cours des 7 dernières années qui précèdent la demande d'aide financière pour études supérieures, ou
 - > au cours des 7 ans qui précèdent la cessation de l'activité professionnelle pour ceux qui bénéficient d'une pension ou d'une rente due en vertu de la législation luxembourgeoise ou d'une pension d'invalidité, au moment de la demande de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Désormais ce droit sera aussi accordé à l'étudiant non résident dont aucun parent ne travaille ou n'a travaillé au Luxembourg, mais qui a un père ou une mère dont le nouveau conjoint ou le nouveau partenaire officiel remplit les conditions énumérées au paragraphe qui précède.

⁹ Ce travailleur doit contribuer au moment de la demande de l'aide financière à l'entretien de l'étudiant.

¹⁰ Les périodes pendant lesquelles la personne en question a perçu des indemnités de chômage au Luxembourg sont aussi prises en compte.



Nicht in Luxemburg ansässiger Student:

- ein Arbeitnehmer mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit oder der Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder ein Staatsangehöriger der Schweiz sein und zum Zeitpunkt des Antrages auf Studienbeihilfe in Luxemburg arbeiten, oder
- das Kind eines Arbeitnehmers⁹ mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit oder der Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaates des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum oder ein Staatsangehöriger der Schweiz sein, der seit mindestens 5 Jahren in Luxemburg arbeitet oder gearbeitet hat¹⁰:

- > im Laufe der dem Antrag auf Studienbeihilfe vorausgegangenen 7 Jahre, oder
- > für Personen, die zum Zeitpunkt des Antrages auf staatliche Studienbeihilfe Anspruch auf eine nach Maßgabe der luxemburgischen Gesetzgebung zu entrichtende Pension oder Rente oder Anspruch auf eine Invalidenrente haben, im Laufe der der Beendigung der Geschäftstätigkeit vorausgegangenen 7 Jahre.

Von nun an wird dieses Recht auch nicht in Luxemburg ansässigen Studenten gewährt, von denen kein Elternteil in Luxemburg arbeitet oder gearbeitet hat, die jedoch einen Vater oder eine Mutter haben, deren neuer Ehegatte oder neuer offizieller Partner die im vorstehenden Absatz aufgezählten Voraussetzungen erfüllt.

9 Dieser Arbeitnehmer muss zum Zeitpunkt des Beihilfeantrages zum Unterhalt des Studenten beitragen.

10 Die Zeiträume, während derer die besagte Person in Luxemburg Arbeitslosengeld bezogen hat, werden ebenfalls berücksichtigt.



Quelle aide financière l'étudiant peut-il obtenir ?

Étudiants résidents et non résidents n'ayant pas de revenu annuel propre supérieur au salaire social minimum pour salariés non qualifiés

L'aide financière de l'État pour études supérieures est attribuée semestriellement sous forme de bourse et/ou sous forme de prêt.

L'aide financière peut ainsi se composer d'une partie « bourse » et d'une partie « prêt ».

Elle peut aussi comprendre une prise en charge partielle des frais d'inscription, ainsi qu'une majoration pour situation grave et exceptionnelle.

La bourse

La bourse que l'étudiant peut obtenir compte plusieurs volets :

- Bourse de base : elle est de 1.000 € par semestre et elle est accordée à tout étudiant éligible pour l'aide financière de l'État.
- Bourse de mobilité : elle est de 1.225 € par semestre, mais elle est accordée uniquement si l'étudiant éligible pour l'aide financière de l'État suit des études dans un pays autre que son pays de résidence et qu'il y paie un loyer.
- Bourse sur critères sociaux : elle concerne les étudiants qui vivent dans un ménage dont le revenu annuel imposable est inférieur ou égal à 4,5 fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.



Welche Beihilfe kann der Student erhalten?

In Luxemburg ansässige und nicht ansässige Studenten, deren eigenes Jahreseinkommen den sozialen Mindestlohn für ungelernete Arbeitnehmer nicht übersteigt

Die staatliche Studienbeihilfe wird pro Semester in Form eines Stipendiums und/oder in Form eines Darlehens gewährt.

Somit kann die Beihilfe einen Bestandteil „Stipendium“ und einen Bestandteil „Darlehen“ umfassen.

Sie kann auch eine teilweise Übernahme der Immatrikulationsgebühren umfassen, sowie eine Zulage für Studenten, die sich in einer schwierigen und außergewöhnlichen Lage befinden.

Das Stipendium

Das Stipendium, das der Student erhalten kann, umfasst mehrere Teile:

- *Basisstipendium: Es beläuft sich auf 1.000 € pro Semester und wird jedem Studenten gewährt, der Anspruch auf die staatliche Beihilfe hat.*
- *Mobilitätsstipendium: Es beläuft sich auf 1.225 € pro Semester, wird jedoch ausschließlich dann gewährt, wenn der Student, der Anspruch auf die staatliche Beihilfe hat, ein Studium in einem anderen Land als seinem Wohnsitzland verfolgt und eine Miete zahlt.*
- *Sozialstipendium: Es betrifft Studenten, die in einem Haushalt leben, dessen steuerpflichtiges Jahreseinkommen maximal das 4,5-Fache des sozialen Mindestlohns für ungelernete Arbeitnehmer beträgt.*



L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi

Le montant de cette bourse est au maximum de 1.900 € par semestre. Le montant exact dépend du revenu total annuel imposable du ménage dont fait partie l'étudiant (cf. encadré).

Notons que la partie de la bourse sur critères sociaux qui n'est pas accordée sous forme de bourse à l'étudiant, peut être ajoutée au montant de son prêt.

Montants, par semestre, de la bourse sur critères sociaux par revenu imposable du ménage

revenu < 1 x SSMnq ¹¹: 1.900 €

revenu 1 x SSMnq < 1,5 x SSMnq : 1.600 €

revenu 1,5 x SSMnq < 2 x SSMnq : 1.325 €

revenu 2 x SSMnq < 2,5 x SSMnq : 1.075 €

revenu 2,5 x SSMnq < 3 x SSMnq : 825 €

revenu 3 x SSMnq < 3,5 x SSMnq : 575 €

revenu 3,5 x SSMnq < 4,5 x SSMnq : 275 €

L'étudiant peut ainsi toucher au maximum 4.375 € par semestre d'étude au titre de la bourse d'étude.

Le prêt

Le prêt que l'étudiant éligible pour l'aide financière de l'État peut contracter est d'un montant de 3.250 € par semestre d'étude.

Comme expliqué ci-avant, à ce montant peut s'ajouter la somme maximale de 1.900 €, si l'étudiant n'a pas droit ou pas entièrement droit à la bourse sur critères sociaux. Dans ce cas le prêt peut donc s'élever au maximum à 5.150 €.

L'étudiant doit commencer à rembourser le prêt 2 ans après avoir fini ou arrêté ses études.

La durée maximale du remboursement est en principe de 10 ans.

- **Bourse familiale** : elle est de 250 € par semestre et est accordée si d'autres enfants du ménage de l'étudiant tombent sous le champ d'application de la loi concernant l'aide financière pour études supérieures.

¹¹ Salaire social minimum annuel pour travailleurs non qualifiés

Die Höhe dieses Stipendiums beläuft sich auf maximal 1.900 € pro Semester. Der genaue Betrag hängt vom steuerpflichtigen Gesamtjahreseinkommen des Haushalts ab, dem der Student angehört (siehe Kasten).

Es sei angemerkt, dass der Teil des Sozialstipendiums, der dem Studenten nicht in Form eines Stipendiums gewährt wird, zur Höhe seines Darlehens hinzugerechnet werden kann.

Höhe des Sozialstipendiums in Abhängigkeit vom steuerpflichtigen Einkommen des Haushalts (pro Semester)

Einkommen $< 1 \times \text{SMLuA}^{11}$: 1.900 €

Einkommen $1 \times \text{SMLuA} < 1,5 \times \text{SMLuA}$: 1.600 €

Einkommen $1,5 \times \text{SMLuA} < 2 \times \text{SMLuA}$: 1.325 €

Einkommen $2 \times \text{SMLuA} < 2,5 \times \text{SMLuA}$: 1.075 €

Einkommen $2,5 \times \text{SMLuA} < 3 \times \text{SMLuA}$: 825 €

Einkommen $3 \times \text{SMLuA} < 3,5 \times \text{SMLuA}$: 575 €

Einkommen $3,5 \times \text{SMLuA} < 4,5 \times \text{SMLuA}$: 275 €

- Familienstipendium: Es beläuft sich auf 250 € pro Semester und wird gewährt, wenn andere Kinder des Haushalts des Studenten unter den Anwendungsbereich des Gesetzes über die Studienbeihilfe fallen.

Somit kann der Student pro Studiensemester ein Stipendium von maximal 4.375 € beziehen.

Das Darlehen

Das Darlehen, das der Student, der Anspruch auf die staatliche Beihilfe hat, bekommen kann, beläuft sich auf 3.250 € pro Studiensemester.

Wie oben erläutert, kann zu diesem Betrag der Betrag von maximal 1.900 € hinzukommen, sofern der Student keinen oder keinen vollständigen Anspruch auf das Sozialstipendium hat. In diesem Fall kann sich dieses Darlehen folglich auf maximal 5.150 € belaufen.

Der Student muss 2 Jahre nach dem Ende oder Abbruch seines Studiums mit der Rückzahlung des Darlehens beginnen.

Die maximale Rückzahlungsdauer beläuft sich grundsätzlich auf 10 Jahre.



11 Jährlicher sozialer Mindestlohn für ungelernete Arbeitnehmer

L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi

Les frais d'inscription

Les frais d'inscription dépassant 100 € sont pris en compte jusqu'à 3.700 € par année académique.

La moitié des frais d'inscription pris en charge par l'État est ajoutée au montant de la bourse et l'autre moitié au montant du prêt de l'étudiant.

La majoration pour situation grave et exceptionnelle

Sur base d'une décision ministérielle, une majoration de 1.000 € par année académique peut être allouée à un étudiant qui est dans une situation grave et exceptionnelle et qui est confronté à des charges extraordinaires.

La majoration est alors ajoutée pour moitié à la bourse et pour moitié au prêt de l'étudiant.

En résumé

Aide non-remboursable

Bourse de base :	1.000 € par semestre
Bourse de mobilité :	1.225 € par semestre
Bourse sur critères sociaux :	0 € à 1.900 € par semestre
Bourse familiale :	250 € par semestre
Frais d'inscription (= moitié sous forme de bourse) :	0 à 1.850 € par année académique
Majoration pour situation grave et exceptionnelle (= moitié sous forme de bourse) :	500 € par année académique

Aide remboursable

Prêt étudiant :	3.250 € à 5.150 € par semestre en fonction de la bourse sociale
Frais d'inscription (= moitié sous forme de prêt) :	0 à 1.850 € par année académique
Majoration pour situation grave et exceptionnelle (= moitié sous forme de prêt) :	500 € par année académique

Die Immatrikulationsgebühren

Immatrikulationsgebühren, die 100 € überschreiten, werden bis zu einem Maximalbetrag von 3.700 € pro Studienjahr berücksichtigt.

Die eine Hälfte der vom Staat übernommenen Immatrikulationsgebühren wird dem Betrag des Stipendiums und die andere Hälfte dem Betrag des Darlehens des Studenten hinzugerechnet.

Die Zulage aufgrund einer schwierigen und außergewöhnlichen Lage

Auf Grundlage eines ministeriellen Beschlusses kann Studenten, die sich in einer schwierigen und außergewöhnlichen Lage befinden und mit außerordentlichen Kosten konfrontiert sind, eine Zulage von 1.000 € pro Studienjahr gewährt werden.

Die eine Hälfte dieser Zulage wird dann dem Betrag des Stipendiums und die andere Hälfte dem Betrag des Darlehens des Studenten hinzugerechnet.

Zusammenfassung

Nicht rückzahlbare Beihilfe

Basisstipendium:	1.000 € pro Semester
Mobilitätsstipendium:	1.225 € pro Semester
Sozialstipendium:	0 € à 1.900 € pro Semester
Familienstipendium:	250 € pro Semester
Immatrikulationsgebühren (= 50% in Form eines Stipendiums):	0 à 1.850 € pro Studienjahr
Zulage aufgrund einer schwierigen und außergewöhnlichen Lage (= 50% in Form eines Stipendiums):	500 € pro Studienjahr

Rückzahlbare Beihilfe

Studentendarlehen:	3.250 € bis 5.150 € pro Semester in Abhängigkeit vom Sozialstipendium
Immatrikulationsgebühren (= 50% in Form eines Stipendiums):	0 à 1.850 € pro Studienjahr
Zulage aufgrund einer schwierigen und außergewöhnlichen Lage (= 50% in Form eines Stipendiums):	500 € pro Studienjahr

L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi

Étudiants résidents et non résidents ayant un revenu annuel propre supérieur au salaire social minimum pour salariés non qualifiés

Pour ceux dont le revenu annuel propre reste inférieur ou égal à 3,5 fois le salaire social minimum pour salariés non qualifiés¹², mais supérieur à une fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés¹³ : toute l'aide est accordée sous forme de prêt.

Pour ceux dont le revenu annuel propre est supérieur à 3,5 fois le salaire social minimum pour salariés non qualifiés : ils sont exclus de l'aide financière pour études supérieures.

Le CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur) précise en outre dans sa brochure relative à l'aide financière de l'État¹⁴ que les revenus provenant d'un travail étudiant limité à un maximum de 10 heures par semaine ainsi que les jobs d'étudiants pendant les vacances scolaires ne sont pas pris en compte pour le calcul de la bourse sur critères sociaux. Mais tout autre revenu à disposition de l'étudiant pendant l'année académique en cours est ajouté au revenu total annuel du ménage et peut influencer le montant attribuable de la bourse sur critères sociaux.

Comme précisé ci-avant, dès que le revenu propre de l'étudiant dépasse le seuil de une fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés, alors les dispositions du 1^{er} paragraphe ci-avant sont applicables.

12 Voir sur www.csl.lu/parametres-sociaux pour déterminer le montant applicable

13 Voir sur www.csl.lu/parametres-sociaux pour déterminer le montant applicable

14 www.cedies.public.lu



Die Studienbeihilfe: Gebrauchsanweisung

In Luxemburg ansässige und nicht ansässige Studenten, deren eigenes Jahreseinkommen den sozialen Mindestlohn für ungelernete Arbeitnehmer übersteigt

Für Studenten, deren eigenes Jahreseinkommen höher als der einfache Betrag des sozialen Mindestlohns für ungelernete Arbeitnehmer¹² ist und sich auf maximal das 3,5-Fache desselben beläuft¹³: Die gesamte Beihilfe wird in Form eines Darlehens gewährt.

Für Studenten, deren eigenes Jahreseinkommen das 3,5-Fache des sozialen Mindestlohns für ungelernete Arbeitnehmer übersteigt: Sie haben keinen Anspruch auf die Studienbeihilfe.

Das CEDIES (Dokumentations- und Informationszentrum für die Hochschulbildung) stellt in seiner Broschüre zur staatlichen Beihilfe¹⁴ darüber hinaus klar, dass die Einkünfte aus einem Studentenjob, der auf maximal 10 Stunden pro Woche beschränkt ist, sowie die Einkünfte aus Studentenjobs während der Schulferien bei der Berechnung des Sozialstipendiums nicht berücksichtigt werden. Jedes sonstige, dem Studenten während des laufenden Studienjahrs zur Verfügung stehende Einkommen wird jedoch zum Jahresgesamteinkommen des Haushalts hinzugerechnet und kann die Höhe des zu bewilligenden Sozialstipendiums beeinflussen.

Sobald das eigene Einkommen des Studenten den einfachen Betrag des jährlichen sozialen Mindestlohns übersteigt, finden - wie oben präzisiert - die Bestimmungen des vorstehenden 1. Paragraphs Anwendung.

¹² Zur Bestimmung des anzuwendenden Betrags: www.csl.lu/parametres-sociaux

¹³ Zur Bestimmung des anzuwendenden Betrags: www.csl.lu/parametres-sociaux

¹⁴ www.cedies.public.lu



Attention aux dispositions anti-cumul :

L'aide financière pour études supérieures versée par l'État luxembourgeois n'est pas cumulable avec les prestations suivantes auxquelles l'étudiant a droit dans son État de résidence ¹⁵ :

- toute sorte d'aides financières pour études supérieures ou équivalentes, ainsi que
- tout autre avantage financier dont bénéficie l'étudiant ou le ménage dont il fait partie et qui est directement lié au statut d'étudiant du demandeur de l'aide financière.

Selon les autorités ¹⁶, sont visées les allocations familiales, les aides régionales, les aides au logement. Elles viennent le cas échéant en déduction de l'aide financière pour études supérieures à verser par l'État luxembourgeois.

L'étudiant est tenu d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir les aides non-cumulables dans le pays de résidence du ménage dont il fait partie et de produire les certificats émis par les autorités compétentes du pays concerné, indiquant

le montant des aides financières et autres avantages financiers auxquels lui-même ou le ménage dont il fait partie peuvent avoir droit, respectivement le motif du refus. Le montant en question est déduit de l'aide financière accordée par l'État luxembourgeois. L'absence des certificats précités entraîne un refus de l'aide financière.

Toute forme d'aide financière et tout autre avantage financier, remboursables ou non remboursables, dont pourrait bénéficier l'étudiant dans le pays de résidence du ménage dont il fait partie, sont intégralement déduits, sur base semestrielle, des montants remboursables ou des montants non remboursables de l'aide financière du premier et du deuxième semestre.

Ne sont pas visées par les règles de non-cumul les bourses ayant leur fondement dans un mérite particulier de l'étudiant ainsi que les bourses ayant leur fondement dans un programme international visant à favoriser la mobilité internationale des étudiants.

15 Ces mêmes règles valent pour un étudiant qui séjourne au Luxembourg principalement dans le cadre de ses études.

16 www.cedies.public.lu : Cedies - l'aide financière de l'État pour études supérieures



Beachten Sie bitte die Antikumulierungs- vorschriften:

Die seitens des luxemburgischen Staates entrichtete Studienbeihilfe ist mit den nachstehenden Leistungen, auf die der Student in seinem Wohnsitzland Anspruch hat, nicht kumulierbar¹⁵:

- jedwede Art von Studienbeihilfen oder gleichwertige Beihilfen, sowie
- jedwede sonstigen finanziellen Vergünstigungen, die der Student oder der Haushalt, dem er angehört, bezieht und die unmittelbar mit der Tatsache verbunden sind, dass es sich beim Antragssteller der Beihilfe um einen Studenten handelt.

Den Behörden¹⁶ zufolge betrifft dies das Kindergeld, die regionalen Beihilfen und die Wohnungsbeihilfen. Diese werden gegebenenfalls von der Studienbeihilfe abgezogen.

Der Student ist dazu verpflichtet, die erforderlichen Schritte für den Erhalt der nicht kumulierbaren Beihilfen im Wohnsitzland des Haushaltes durchzuführen, dem er angehört, und die

seitens der zuständigen Behörden des betreffenden Landes ausgestellten Bescheinigungen vorzulegen, aus denen der Betrag der finanziellen Beihilfen und sonstigen finanziellen Vergünstigungen hervorgeht, die er selbst oder der Haushalt, dem er angehört, beanspruchen kann, beziehungsweise der entsprechende Verweigerungsgrund. Der betreffende Betrag wird von der seitens des luxemburgischen Staates gewährten Beihilfe abgezogen. Die Nichtvorlage der oben genannten Bescheinigungen führt zur Verweigerung der Beihilfe.

Jedwede Form von Beihilfen und jedwede sonstige finanzielle Vergünstigung, unabhängig davon, ob rückzahlbar oder nicht, die der Student im Wohnsitzland des Haushalts, dem er angehört, beziehen könnte, wird halbjährlich von den rückzahlbaren oder nicht rückzahlbaren Beträgen der Beihilfe für das erste und das zweite Semester abgezogen.

Von den Antikumulierungsvorschriften nicht betroffen sind Stipendien, die aufgrund eines besonderen Verdienstes des Studenten vergeben werden, sowie Stipendien, die im Rahmen eines internationalen Programms zur Förderung der internationalen Mobilität der Studenten entrichtet werden.

15 Dieselben Vorschriften gelten für einen Studenten, der sich im Rahmen seines Studiums hauptsächlich in Luxemburg aufhält.

16 www.cedies.public.lu: Cedies – die staatliche Studienbeihilfe für Hochschulstudien

Pendant combien de semestres l'étudiant peut-il toucher l'aide financière ?

Les bourses et prêts sont demandés, alloués et liquidés en deux tranches semestrielles par année académique en cours.

Néanmoins la bourse familiale est liquidée en une seule tranche au semestre d'été.

Études de 1^{er} cycle

Un étudiant inscrit en 1^{er} cycle, peut bénéficier de bourses et prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il s'est inscrit.

Études de 2^e cycle

Un étudiant inscrit en 2^e cycle peut bénéficier de bourses et prêts pour le nombre de semestres d'études officiellement prévus pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit. Ce nombre est augmenté soit de deux unités au cas où l'étudiant a accompli le 1^{er} cycle dans la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de ce cycle d'études, soit d'une unité au cas où l'étudiant a dépassé d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du 1^{er} cycle d'études.

Études en cycle unique

Si les études sont organisées par cycle unique, alors l'aide financière de l'État pour études supérieures est accordée pour la durée officielle du cycle augmenté de deux semestres.

Formation à la recherche

Pour un cycle « formation à la recherche », l'aide financière de l'État est accordée pendant 8 semestres au plus.

Études inachevées

Lorsque l'étudiant veut terminer son 1^{er} cycle, son 2^e cycle ou son cycle unique d'études resté inachevé, il peut bénéficier de l'intégralité de l'aide financière sous forme de prêt pour 2 semestres supplémentaires au maximum.



Über wie viele Semester kann der Student die Beihilfe beziehen?

Die Beantragung, Gewährung und Entrichtung der Stipendien und Darlehen erfolgt für jedes laufende Studienjahr in zwei halbjährlichen Teilbeträgen.

Das Familienstipendium wird jedoch in einem einzigen Betrag im Sommersemester entrichtet.

Grund-/Bachelorstudium

Ein im Grund-/Bachelorstudium eingeschriebener Student kann Stipendien und Darlehen für eine Anzahl von Studiensemestern beziehen, die die für die Beendigung seines Studiengangs vorgesehene Regelstudienzeit um zwei Semester übersteigt.

Haupt-/Masterstudium

Ein im Haupt-/Masterstudium eingeschriebener Student kann Stipendien und Darlehen für die Anzahl von Studiensemestern beziehen, die der für die Beendigung seines Studiengangs vorgesehenen Regelstudienzeit entsprechen. Sofern der Student das Grund-/Bachelorstudium in der dafür vorgesehenen Regelstudienzeit abgeschlossen hat, wird diese Anzahl um zwei Semester erhöht. Sofern der Student die für die Beendigung des Grund-/Bachelorstudiums vorgesehene Regelstudienzeit um ein Semester überstiegen hat, wird diese Anzahl um ein Semester erhöht.

Einstufiger Studiengang

Sofern das Studium als einstufiger Studiengang aufgebaut ist, wird die staatliche Studienbeihilfe für zwei Semester über die Regelstudienzeit hinaus gewährt.

Promotion

Im Falle einer Promotion wird die staatliche Beihilfe für maximal 8 Semester gewährt.

Abgebrochenes Studium

Möchte der Student sein abgebrochenes Grund-/Bachelorstudium, Haupt-/Masterstudium oder seinen abgebrochenen einstufigen Studiengang abschließen, kann er für maximal 2 zusätzliche Semester die gesamte Beihilfe in Form eines Darlehens beziehen.



Nouvelles études

Un étudiant ayant terminé avec succès ses études de 1^{er} ou de 2^e cycle peut bénéficier de l'aide pour suivre de nouvelles études de 1^{er} ou de 2^e cycle dans un autre programme d'enseignement, mais qu'une seule fois.

L'étudiant qui a suivi une formation professionnelle à l'étranger et qui a terminé cette formation avec succès peut bénéficier de l'aide financière une seule fois pour suivre une nouvelle formation professionnelle.

Résultats insuffisants

Il peut être demandé à l'étudiant de justifier la progression dans ses études.

À défaut de pouvoir l'établir, le ministre peut refuser l'aide financière pour études supérieures.

En effet, en cas de résultats jugés gravement insuffisants sur base de critères de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens, l'octroi de l'aide financière est refusé par le ministre.

Pour l'appréciation de ces critères, l'étudiant bénéficiaire de l'aide financière peut être amené à rapporter la preuve de son assiduité aux cours, aux travaux pratiques ou dirigés, de la réalisation des stages obligatoires intégrés à la formation et de sa présence aux examens et concours correspondant à son programme d'enseignement supérieur.

Cette preuve peut être rapportée par tout moyen.

Pour pouvoir bénéficier de l'aide financière à la troisième année de ses études de premier cycle, l'étudiant doit avoir rempli une des conditions suivantes :

- avoir validé 60 crédits ECTS au moins lors des deux premières années d'études dans le même programme d'enseignement supérieur ;
- avoir validé 30 crédits ECTS au minimum au plus tard après la deuxième année d'études, à condition de s'être réorienté après la première inscription à un programme d'enseignement supérieur ;
- être inscrit en deuxième année du programme d'enseignement supérieur, qui est défini en termes de durée d'études.

L'étudiant qui, après deux années d'études, est inscrit en première année d'un programme d'enseignement supérieur se voit refuser l'aide financière quels que soient les résultats obtenus.

Étudiant en situation de handicap reconnue

L'étudiant en situation de handicap reconnue peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre maximum de deux semestres supplémentaires par cycle pour des études de 1^{er} cycle, de 2^e cycle et dans le cycle « formation à la recherche », et pour un nombre maximum de quatre semestres supplémentaires pour des études de cycle unique.

Le contrôle de la progression de l'étudiant en situation de handicap reconnue est réalisé au plus tard après trois années de ses études de 1^{er} cycle.

Neues Studium

Ein Student, der sein Grund-/Bachelor- oder Haupt-/Masterstudium erfolgreich abgeschlossen hat, kann die Beihilfe noch ein weiteres Mal beziehen, um ein neues Grund-/Bachelor- oder Haupt-/Masterstudium in einem anderen Studiengang zu belegen.

Studenten, die eine erfolgreich abgeschlossene Berufsausbildung im Ausland absolviert haben, können die Beihilfe ein weiteres Mal beziehen, um eine neue Berufsausbildung zu absolvieren.

Ungenügende Ergebnisse

Der Student kann zum Nachweis seines Studienfortschritts aufgefordert werden.

Wenn er keinen Fortschritt nachweisen kann, kann das Ministerium die Studienbeihilfe verweigern.

Im Falle von Ergebnissen, die auf Grundlage der Kriterien des Studienfortschritts, der Kursteilnahme und der Anwesenheit bei den Prüfungen als sehr ungenügend befunden werden, verweigert der Minister die Bewilligung der Beihilfe.

Zur Beurteilung dieser Kriterien kann der die Beihilfe beziehende Student dazu aufgefordert werden, einen Nachweis über die Teilnahme an den Kursen, Übungen und Seminaren, über die Absolvierung der in die Ausbildung integrierten Pflichtpraktika und über die Anwesenheit während der Prüfungen und Auswahlverfahren seines Studiengangs vorzulegen.

Dieser Nachweis kann auf jedwede Art erfolgen.

Um die Beihilfe im dritten Jahr seines Grund-/Bachelorstudiums beziehen zu können, muss der Student eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt haben:

- in den ersten beiden Studienjahren mindestens 60 ECTS-Punkte im selben Studiengang erworben haben;
- spätestens nach dem zweiten Studienjahr mindestens 30 ECTS-Punkte erworben zu haben, sofern der Student nach dem 1. Studienjahr den Studiengang gewechselt hat;
- im zweiten Jahr eines durch die Studiendauer festgesetzten Studiengangs eingeschrieben sein.

Studenten, die nach zwei Studienjahren noch immer im ersten Jahr eines Studiengangs eingeschrieben sind, wird die Beihilfe ungeachtet der erzielten Ergebnisse verweigert.

Studenten mit anerkannter Behinderung

Studenten mit anerkannter Behinderung können die Stipendien und Darlehen für ein Grund-/Bachelorstudium, ein Haupt-/Masterstudium und für eine Promotion für maximal zwei zusätzliche Semester pro Studienzyklus und für einstufige Studiengänge für maximal vier zusätzliche Semester beziehen.

L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi

La loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures définit le handicap comme « une altération substantielle, durable ou définitive, d'une ou de plusieurs fonctions physiques, mentales, sensorielles, cognitives ou psychiques entravant une progression normale dans les études. »

La reconnaissance du handicap est subordonnée à une décision du ministre, sur avis de la commission consultative instaurée par la même loi. Cette décision fixe également la durée supplémentaire d'attribution de l'aide financière, ainsi que le délai de report du contrôle de la progression de l'étudiant dans ses études de 1^{er} cycle.

Quelles sont les démarches à effectuer par l'étudiant pour toucher l'aide financière pour études supérieures ?

L'étudiant doit faire une demande pour chaque semestre d'études.

La demande pour le semestre d'hiver doit être faite pour au plus tard le 30 novembre de chaque année et celle pour le semestre d'été au plus tard pour le 30 avril de chaque année au moyen du questionnaire défini par le Ministre de l'Enseignement Supérieur.

Des informations plus détaillées sont disponibles sur www.cedies.public.lu



Die Überprüfung des Studienfortschritts von Studenten mit anerkannter Behinderung erfolgt spätestens nach drei Jahren ihres Grund-/Bachelorstudiums.

Das Gesetz über die staatliche Studienbeihilfe definiert die Behinderung als „wesentliche, andauernde oder endgültige Veränderung einer oder mehrerer physischer, mentaler, sensorischer, kognitiver oder psychischer Funktionen, die ein normales Voranschreiten im Studium erschwert.“

Die Anerkennung der Behinderung unterliegt einem ministeriellen Beschluss nach Stellungnahme des durch dasselbe Gesetz eingerichteten beratenden Ausschusses. Dieser Beschluss setzt darüber hinaus auch den zusätzlichen Zeitraum der Beihilfegewährung sowie die Aufschubfrist für die Überprüfung des Studienfortschritts des Studenten in seinem Grund-/Bachelorstudium fest.

Was muss der Student tun, um die Studienbeihilfe beziehen zu können?

Der Student muss die Studienbeihilfe für jedes Studiensemester beantragen.

Der Antrag für das Wintersemester muss spätestens am 30. November jedes Jahres und der Antrag für das Sommersemester spätestens am 30. April jedes Jahres in Form eines seitens des Ministers für Hochschulwesen festgesetzten Fragebogens eingereicht werden.

Genauere Informationen unter
www.cedies.public.lu

Quels sont les documents à joindre à une demande d'aide financière pour études supérieures ?

La demande de l'étudiant ne sera considérée comme complète que si les documents requis par la loi accompagnent la demande. En cas de demande jugée incomplète, l'étudiant demandeur doit compléter sa demande endéans un délai d'un mois à partir de la notification sous peine de rejet de la demande de l'aide financière.

Formalités administratives pour l'attribution de l'aide financière de base

Première demande ou changement de cycle

Lors de l'introduction d'une première demande ou lors d'un changement de cycle, la demande doit être accompagnée de copies des documents et pièces suivants :

- une pièce d'identité de l'étudiant, ou, en cas de demande électronique, une signature qualifiée de l'étudiant ;
- un relevé d'identité bancaire de l'étudiant ;
- un certificat d'inscription définitive à un programme d'enseignement supérieur de l'étudiant ;
- pour les élèves qui désirent suivre une formation professionnelle à l'étranger : une autorisation émise par le ministre ayant la formation professionnelle dans ses compétences ;
- pour les étudiants non résidents : un certificat d'affiliation à la sécurité sociale du parent travaillant au Luxembourg et un certificat de composition du ménage ;
- un certificat d'inscription et, le cas échéant, les certificats de réussite des études antérieures ;
- les certificats renseignant sur le montant des aides financières ou autres avantages financiers auxquels l'étudiant a le cas échéant droit dans un autre pays, respectivement sur le motif du refus ; notons que des certificats mentionnant des raisons administratives de refus ne sont pas acceptés ; les certificats doivent se référer à l'année académique concernée et être renouvelés chaque année ;
- l'étudiant sollicitant une majoration de la durée supplémentaire d'attribution de l'aide financière en raison de son handicap doit introduire un certificat médical attestant une altération substantielle, durable ou définitive, d'une ou de plusieurs fonctions physiques, mentales, sensorielles, cognitives ou psychiques qui entrave une progression normale de l'étudiant dans ses études.

Welche Dokumente sind einem Antrag auf Studienbeihilfe beizufügen?

Der Antrag des Studenten wird nur dann als vollständig erachtet, wenn er von den gesetzlich vorgeschriebenen Dokumenten begleitet ist. Sofern der Antrag als unvollständig erachtet wird, muss der antragstellende Student seinen Antrag auf Beihilfe innerhalb einer Frist von einem Monat nach Eingang der diesbezüglichen Mitteilung vervollständigen, da dieser andernfalls zurückgewiesen wird.

Verwaltungsformalitäten für die Gewährung der Basisbeihilfe

Erstantrag oder Wechsel des Studienzyklus

Bei der Einreichung eines Erstantrages oder bei einem Wechsel des Studienzyklus muss der Antrag von Kopien der nachstehenden Dokumente und Schriftstücke begleitet sein:

- ein Ausweis des Studenten oder im Falle eines Online-Antrages eine qualifizierte elektronische Signatur,
- ein Kontonachweis des Studenten,
- eine Bescheinigung über die definitive Immatrikulation des Studenten in einen Studiengang,
- für Schüler, die eine Berufsausbildung im Ausland absolvieren möchten: Eine seitens des Ministers für Berufsausbildung ausgestellte Bescheinigung,
- für nicht in Luxemburg ansässige Studenten: Eine Sozialversicherungsbescheinigung des in Luxemburg arbeitenden Elternteils und eine Bescheinigung über die Haushaltszusammensetzung,
- eine Immatrikulationsbescheinigung und gegebenenfalls die Bescheinigungen über den erfolgreichen Abschluss eines früheren Studiums,
- die Bescheinigungen über die Höhe der Beihilfen oder sonstigen finanziellen Vergünstigungen, auf die der Student gegebenenfalls in einem anderen Land Anspruch hat, bzw. über deren Verweigerungsgrund; es sei darauf hingewiesen, dass Bescheinigungen mit verwaltungstechnischen Verweigerungsgründen nicht akzeptiert werden; die Bescheinigungen müssen sich auf das entsprechende Studienjahr beziehen und jedes Jahr erneuert werden,
- der Student, der aufgrund einer Behinderung eine Verlängerung des zusätzlichen Zeitraums der Beihilfegewährung beantragt, muss ein ärztliches Attest einreichen, das eine wesentliche, andauernde oder endgültige Veränderung einer oder mehrerer physischer, mentaler, sensorischer, kognitiver oder psychischer Funktionen bescheinigt, die ein normales Voranschreiten des Studenten im Studium erschwert.

Demande subséquente

Lors de l'introduction d'une demande subséquente, celle-ci doit uniquement être accompagnée de copies des documents et pièces suivants :

- un certificat d'inscription définitive à un programme d'enseignement supérieur ;
- les certificats renseignant sur le montant des aides financières ou autres avantages financiers auxquels l'étudiant a le cas échéant droit dans un autre pays, respectivement sur le motif du refus ;
- lors de la demande pour une 3^e année d'études, un certificat renseignant sur les résultats des années académiques précédentes servant à établir que l'étudiant remplit une des conditions suivantes :

- > avoir validé 60 crédits ECTS au moins lors des deux premières années d'études dans le même programme d'enseignement supérieur ;
- > avoir validé 30 crédits ECTS au minimum au plus tard après la deuxième année d'études, à condition de s'être réorienté après la première inscription à un programme d'enseignement supérieur ;
- > être inscrit en 2^e année du programme d'enseignement supérieur, qui est défini en termes de durée d'études.

L'étudiant est en outre tenu de fournir tout autre document donnant lieu à un changement dans l'attribution ou le calcul de l'aide financière par rapport à sa demande précédente.

À des fins de vérification, le ministre peut demander toute pièce supplémentaire.



Folgeantrag

Bei der Einreichung eines Folgeantrages ist dieser ausschließlich von den Kopien der nachstehenden Dokumente und Schriftstücke zu begleiten:

- eine Bescheinigung über die definitive Immatrikulation in einen Studiengang;
- die Bescheinigungen über die Höhe der Beihilfen oder sonstigen finanziellen Vergünstigungen, auf die der Student gegebenenfalls in einem anderen Land Anspruch hat, bzw. über deren Verweigerungsgrund;
- im Falle der Beantragung einer Studienbeihilfe für ein drittes Studienjahr, eine Bescheinigung, aus der die Ergebnisse der vorausgegangenen Studienjahre hervorgehen, um nachzuweisen, dass der Student eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt:

- > in den ersten beiden Studienjahren mindestens 60 ECTS-Punkte im selben Studiengang erworben zu haben;
- > spätestens nach dem zweiten Studienjahr mindestens 30 ECTS-Punkte erworben zu haben, sofern der Student nach dem 1. Studienjahr den Studiengang gewechselt hat;
- > im zweiten Jahr eines durch die Studiendauer festgesetzten Studiengangs eingeschrieben zu sein.

Der Antragsteller ist darüber hinaus dazu verpflichtet, jedwedes sonstige Dokument einzureichen, das Anlass zu einer Änderung in Bezug auf die Gewährung oder Berechnung der Beihilfe im Vergleich zum vorigen Antrag gibt.

Zu Überprüfungszwecken kann der Minister jedwedes zusätzliche Schriftstück verlangen.



L'aide financière pour études supérieures : mode d'emploi

Formalités administratives pour l'attribution des autres modules de l'aide financière

Pour l'obtention d'une ou de plusieurs des autres bourses, les documents et pièces suivants sont requis :

Bourse de mobilité

- une copie du contrat de bail et une preuve de paiement du loyer.

Bourse sur critères sociaux

Soit

- une copie du bulletin de l'impôt sur le revenu le plus récent ou un certificat de revenu établi par l'Administration des contributions directes ;

soit

- pour les personnes qui ne sont pas imposables par voie d'assiette, un certificat de revenu établi par l'Administration des contributions directes et un certificat annuel de salaire, pension, rente, chômage ou un certificat de revenu du Centre Commun de la Sécurité Sociale.

Pour les personnes du ménage qui ne sont pas imposables au Luxembourg, le revenu annuel est à justifier par des documents probants dûment établis par les autorités compétentes.

Majoration de l'aide financière pour frais d'inscription

- un document officiel relatif aux frais d'inscription ainsi qu'une preuve de paiement de ces frais.



Verwaltungsformalitäten für die Gewährung der übrigen Arten der Beihilfe

Für den Erhalt eines oder mehrerer sonstigen Stipendien sind die nachstehenden Dokumente und Schriftstücke erforderlich:

Mobilitätsstipendium

- eine Kopie des Mietvertrags und ein Nachweis über die Mietzahlung.

Sozialstipendium

Entweder

- eine Kopie der neuesten Einkommenssteuererklärung oder eine seitens der Steuerverwaltung ausgestellte Einkommensbescheinigung,

oder

- für Personen, die nicht auf dem Wege der Steuerveranlagung steuerpflichtig sind, eine seitens der Steuerverwaltung ausgestellte Einkommensbescheinigung und eine jährliche Lohn-/Gehalts-, Renten- oder Arbeitslosengeldbescheinigung oder eine Einkommensbescheinigung der Zentralstelle der Sozialversicherungen.

Für die nicht in Luxemburg steuerpflichtigen Personen des Haushalts ist das Jahreseinkommen durch seitens der zuständigen Behörden ordnungsgemäß ausgestellte beweiskräftige Dokumente zu belegen.

Erhöhung der Beihilfe für Immatrikulationsgebühren

- ein offizielles Dokument in Bezug auf die Immatrikulationsgebühren sowie ein Nachweis über die Entrichtung dieser Gebühren.



Quelles sont les voies de recours contre une décision de refus de l'aide financière ?

La décision de l'aide financière est une décision administrative susceptible d'un recours devant le tribunal administratif.

Le délai pour agir est de 3 mois à partir du moment où cette décision administrative a été portée à la connaissance de la personne concernée.

Avant de déposer un recours devant le tribunal administratif, l'étudiant a néanmoins aussi la possibilité de solliciter via un recours gracieux une nouvelle décision du ministre en lui demandant de reconsidérer sa décision.

Ce recours introduit dans les 3 mois de la notification de la décision de refus de l'aide financière pour études supérieures, aura l'avantage de faire courir un nouveau délai d'action de 3 mois pour introduire une action en annulation devant le tribunal administratif. Si un délai de plus de trois mois s'est écoulé depuis la présentation du recours gracieux sans qu'une nouvelle décision ne soit intervenue, le délai du recours d'action de 3 mois commence à courir à partir de l'expiration du 3^e mois.



Welche Rechtsmittel kann man gegen eine Entscheidung in Bezug auf die Verweigerung der Beihilfe einlegen?

Die Entscheidung über die Gewährung einer Beihilfe ist eine verwaltungsrechtliche Entscheidung, gegen die vor dem Verwaltungsgericht Beschwerde eingelegt werden kann.

Die Handlungsfrist beläuft sich auf 3 Monate ab dem Moment, in dem die verwaltungsrechtliche Entscheidung der betreffenden Person zur Kenntnis gelangt.

Vor der Einlegung einer Beschwerde vor dem Verwaltungsgericht hat der Student jedoch auch die Möglichkeit, über eine außergerichtliche Beschwerde eine neue Entscheidung der selben Instanz zu beantragen, indem er diesen um das Überdenken seiner Entscheidung ersucht.

Diese innerhalb einer Frist von 3 Monaten nach der Mitteilung der Entscheidung in Bezug auf die Verweigerung der Studienbeihilfe einzulegende Beschwerde hat den Vorteil, dass dadurch eine neue 3-monatige Handlungsfrist zur Einreichung einer Aufhebungsklage vor dem Verwaltungsgericht beginnt. Sofern nach der Einreichung der außergerichtlichen Beschwerde eine dreimonatige Frist verstrichen ist, ohne dass eine neue Entscheidung ergangen ist, beginnt die Klagefrist mit dem Ablauf des dritten Monats.





CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu